



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE n° 2025-8655-033

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles la mise en place de grillage dans les différentes forêts publiques gérées par l'Office National des Forêts sur le territoire des départements 08, 10, 51.

Il fait suite à l'Appel d'Offre 2025-8655-005 publié le 10/03/2025 pour lequel le lot 6, le lot 7 et le lot 8 avaient été déclarés infructueux compte tenu qu'il n'y a eu que des offres inacceptables.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Grand-Est.
Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M Jean-Philippe MARECHAL, Directeur de l'Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne de l'Office national des forêts.

SOMMAIRE

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE).....	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. PERSONNE SIGNATAIRE DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.6. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS.....	4
1.7. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS ET PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.2. DECOMPOSITION EN LOTS	5
3.3. MODALITE D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.3.1. Lots n° 1 à 3	5
3.3.2. Lot n° 4.....	6
<i>Le lot n°4 s'exécute uniquement par remise en concurrence. Il est mis en œuvre uniquement lorsque le(s) ETF des lots à exécution mixte n'est (ne sont) pas disponible(s) pour réaliser les prestations commandées.</i>	
<i>Le lot est composé automatiquement de tous les attributaires des autres lots de l'accord-cadre.</i>	
<i>Pour s'assurer de la meilleure réponse possible aux remises en compétition d'une part et de la disponibilité d'une ETF pour la réalisation des chantiers d'autre part, ce lot pourra être complété, tout au long de la durée de l'accord-cadre, par des ETF extérieures à l'accord-cadre.</i>	
3.4. MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDES.....	6
3.5. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
3.6. INTEGRATION DE NOUVEAUX TITULAIRES.....	6
3.7. SOUS-TRAITANCE	6
3.8. PRESTATIONS SIMILAIRES	6
4 MISE EN ŒUVRE DES TRAVAUX.....	7
4.1. CONSIGNES GENERALES	7
4.2. MISE A DISPOSITION DES FOURNITURES	7
4.3. ORGANISATION DU CHANTIER	7
4.4. TRAVAUX PREPARATOIRES	7
4.5. POSE DES PIQUETS.....	7
<i>Les travaux ne pourront être réceptionnés que si les pieux et piquets ne peuvent être extraits, ou penchés, à la main. Les jambes de force devront être correctement fixées ou arrimées aux poteaux supports.....</i>	
4.6. POSE DU GRILLAGE	8
4.6.1. Grillage médium :	8
4.6.2. Grillage lourd :	8
4.7. POSE DE LA PORTE.....	9
4.8. PETIT MATERIEL NECESSAIRE A LA MISE EN PLACE	9
4.8.1. Crampons ou crampillons et petites fournitures	9
4.8.2. Agrafes (ou fers) de fixation au sol.....	9
5 LIEUX DE LIVRAISON ET PRINCIPE DE COMMANDE	9
5.1. PRINCIPE DE COMMANDE DES LOTS	9
5.2. DELAI DE REALISATION DES TRAVAUX	9
5.3. LIEUX DE LIVRAISONS ET CONTACTS :	10
6 CONTROLE DES PRESTATIONS.....	10

7	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	11
7.1.	ACCORD-CADRE	11
7.2.	MARCHE SUBSEQUENT	11
8	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	11
8.1.	DISPOSITIONS GENERALES.....	11
8.2.	EXECUTION PAR EMISSION DE BONS DE COMMANDE.....	11
8.2.1	<i>Passation des commandes.....</i>	<i>11</i>
8.2.2	<i>Modification d'un bon de commande.....</i>	<i>12</i>
8.2.3	<i>Suspension d'un bon de commande.....</i>	<i>12</i>
8.2.4	<i>Résiliation d'un bon de commande.....</i>	<i>12</i>
8.3.	EXECUTION PAR REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES.....	12
8.3.1.	<i>Dispositions générales relatives aux marchés subséquents</i>	<i>12</i>
8.3.2.	<i>Termes non couverts par l'accord-cadre</i>	<i>12</i>
8.3.3.	<i>Forme des marchés subséquents.....</i>	<i>12</i>
8.3.4.	<i>Durée - délais d'exécution des marchés subséquents.....</i>	<i>12</i>
a)	<i>Durée des marchés subséquents.....</i>	<i>12</i>
b)	<i>Délai d'exécution des marchés subséquents</i>	<i>12</i>
c)	<i>Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents.....</i>	<i>12</i>
8.3.5.	<i>Modalités de conclusion des marchés subséquents.....</i>	<i>13</i>
a)	<i>Engagement de la consultation</i>	<i>13</i>
b)	<i>Critères d'attribution des marchés subséquents</i>	<i>13</i>
c)	<i>Formalisme et attribution des marchés subséquents</i>	<i>13</i>
8.3.6.	<i>Modifications des marchés subséquents</i>	<i>13</i>
8.4.	SOLLICITATION EXCEPTIONNELLE	13
8.5.	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	13
8.6.	EVALUATION DES CHANTIERS	13
9	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	14
9.1.	UNITE MONETAIRE	14
9.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	14
9.2.1.	<i>Nature des prix.....</i>	<i>14</i>
9.2.2.	<i>Contenu des prix</i>	<i>14</i>
9.3.	VARIATION DANS LES PRIX	14
9.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	14
9.4.1.	<i>Avance.....</i>	<i>14</i>
9.4.2.	<i>Acomptes.....</i>	<i>14</i>
9.4.3.	<i>Facturation</i>	<i>14</i>
9.4.4.	<i>Transmission des factures.....</i>	<i>15</i>
9.4.5.	<i>Paiement des sous-traitants.....</i>	<i>15</i>
9.4.6.	<i>Délai global de paiement.....</i>	<i>15</i>
9.4.7.	<i>Nantissement ou cession de créance.....</i>	<i>16</i>
10	PENALITES.....	16
10.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	16
10.2.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF	16
11	DROIT, LANGUE.....	16
12	ASSURANCE.....	16
13	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	17
13.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	17
13.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	17
13.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	17
13.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	17

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts Direction territoriale Grand-Est/ Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est 5 rue Girardet – 54000 NANCY.

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M Jean-Philippe MARECHAL, Directeur de l'Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne de l'Office national des forêts.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur de l'Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2021.01 du 18 janvier 2021 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs d'agence.

Jean-Philippe MARECHAL
5 rue Girardet – 54 000 Nancy
Email : jean-philippe.marechal@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus

Mme Victoria CHONAVEL
Assistante achats
5 rue Girardet – 54000 Nancy
Téléphone : 06.18.01.60.64 – Email : victoria.chonavel@onf.fr

1.5. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

Denis BIZE
Responsable unité de production de Metz
1 Rue Thomas Edison, 57070 Metz
Téléphone : 06.23.24.61.68 – Email : denis.bize@onf.fr

1.6. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique peuvent être obtenus

Service Achats
4 rue du Maréchal Juin
67084 STRASBOURG Cedex
Email : achats.grand-est@onf.fr

1.7. Comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Le comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus est l'Agent comptable secondaire au siège de la direction territoriale.

Mme Christine SCHMITT
Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin
CS 50016 - 67084 STRASBOURG cedex
Téléphone 06 23 24 61 59 – Email : christine.schmitt@onf.fr

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'objet de cet accord-cadre et des marchés subséquents qui seront conclus sur son fondement concerne la réalisation de prestations de services sylvicoles la mise en place de grillage dans les différentes forêts publics gérées par l'Office National des Forêts sur le territoire des départements 08, 10, 51.

Il fait suite à l'Appel d'Offre 2025-8655-005 publié le 10/03/2025 pour lequel le lot 6, le lot 7 et le lot 8 avaient été déclarés infructueux compte tenu qu'il n'y a eu que des offres inacceptables.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F - mai 2022.

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes et à marchés subséquents en application des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 4 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

- 3 lots exécutés à exécution mixte : lots n°1 à 3
- Un (1) lot à marchés subséquents : lot n° 4

Lots	Prestations Principales	Quantités annuelle estimatives*	Montant annuel maximum	Lieux d'exécution
1	Mise en place de grillage lourd ou médium et de piquets	12 000ml	90 000,00€	Territoire de l'UP Ardennes
2	Mise en place de grillage lourd ou médium et de piquets	2 500ml	55 000,00€	Territoire de l'UP Aube
3	Mise en place de grillage lourd ou médium et de piquets	2 500ml	55 000,00€	Territoire de l'UP Marne
4	Mise en place de grillage lourd ou médium et de piquets	-	-	Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne

*Les quantités estimatives de commande pour 12 mois sont données à titre indicatif et n'engagent pas l'ONF.

3.3. Modalité d'exécution de l'accord-cadre

3.3.1. Lots n° 1 à 3

Les lots 1 à 3 font l'objet d'une exécution mixte :

- par bons de commande tant que les prestations à réaliser sont prévues au bordereau des prix unitaires ;
- par remise en concurrence du (es) titulaire(s)
 - o lorsque les prestations demandées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires.
 - o Lorsque en application de l'article 8.4 il y a nécessité de fixer de nouveaux prix

Lors des remises en concurrence, les prix indiqués au bordereau des prix unitaires ne s'appliquent pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée.

3.3.2. Lot n° 4

Le lot n°4 s'exécute uniquement par remise en concurrence. Il est mis en œuvre uniquement lorsque le(s) ETF des lots à exécution mixte n'est (ne sont) pas disponible(s) pour réaliser les prestations commandées.

Le lot est composé automatiquement de tous les attributaires des autres lots de l'accord-cadre.

Pour s'assurer de la meilleure réponse possible aux remises en compétition d'une part et de la disponibilité d'une ETF pour la réalisation des chantiers d'autre part, ce lot pourra être complété, tout au long de la durée de l'accord-cadre, par des ETF extérieures à l'accord-cadre.

3.4. Modalités d'attribution des bons de commandes

Les bons de commande seront adressés à chacun des titulaires selon la méthode dite « à tour de rôle ». Pour chaque commande le choix du titulaire sera effectué par roulement selon l'ordre de classement des offres. Si celui-ci n'a pas la capacité de réaliser la prestation, il en informera l'ONF et la commande sera alors adressée au suivant sur la liste.

3.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Les attributaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la moins disante.

3.6. Intégration de nouveaux titulaires

De nouveaux titulaires pourront intégrer le lot n°4. Pour ce faire le titulaire entrant devra présenter un dossier contenant tous les documents suivants :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- La fiche de renseignement complétée.

3.7. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.8. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 MISE EN ŒUVRE DES TRAVAUX

4.1. Consignes générales

Ces prescriptions générales peuvent faire l'objet d'informations supplémentaires indiquées dans le bon de commande.

Le titulaire devra confirmer qu'il est en capacité de respecter la date de démarrage du chantier 5 jours avant démarrage de celui-ci, pour permettre l'approvisionnement des chantiers dans de bonnes conditions, à donner impérativement au responsable ONF figurant au bordereau des prix unitaires.

Des sites archéologiques ou sites d'intérêt pour l'environnement ou la biodiversité (mares, zones protégées...) pourront être présents sur certaines parcelles, dans ce cas le responsable ONF de l'exécution des travaux précisera sur le plan la localisation des zones fragiles, les matérialisera sur le terrain si nécessaire et indiquera les précautions à prendre pour la réalisation du chantier.

Le passage d'engins sera à éviter sur les éléments constitutifs du site archéologique, et sera strictement proscrit dans les zones protégées.

Le décapage du sol sera strictement interdit dans les zones fragiles, notamment sur les buttes et talus.

Des consignes environnementales particulières pourront éventuellement être précisées dans les zones présentant un fort intérêt écologique. Il faudra veiller au respect des particularités écologiques mentionnées au cahier des charges.

4.2. Mise à disposition des fournitures

Les fournitures seront mises à disposition du prestataire sur un point de livraison unique à définir par chantier. La reprise et la distribution de ces fournitures est à la charge du prestataire.

La réception conjointe des grillages et piquets entre, l'ONF et le prestataire, validée par la signature du tableau de contrôle de réception des fournitures vaudra acceptation de celles-ci par le prestataire et lui en transfèrera la responsabilité complète.

Dans le cas où le titulaire n'aura pas confirmé auprès du responsable ONF le début du chantier, il lui appartient de faire acheminer jusqu'au chantier, par les moyens appropriés à la voirie d'accès, l'ensemble des fournitures.

4.3. Organisation du chantier

Afin de s'assurer que l'enclos est bien vide de tout gibier, un certain nombre de mesures spécifiques à chaque chantier pourront être mises en œuvre par le donneur d'ordre : point de départ et sens de l'installation, battue préalable à la fermeture de l'enceinte qui devra se faire immédiatement après. Le prestataire devra se conformer aux consignes données et s'organiser en conséquence.

4.4. Travaux préparatoires

L'emprise pour l'installation du grillage sera préparée au préalable. Elle sera exploitée, gyrobroyée, nivelée, le cas échéant sur une largeur de 6 m. Le grillage est installé au milieu de façon à permettre un entretien mécanisé à l'intérieur comme à l'extérieur de l'enclos.

En cas de prestation demandant un grillage enterré, l'ensemble des opérations nécessaires à l'enfouissement seront à la charge de l'entreprise (décaissement, rebouchage).

Une reconnaissance du chantier sera organisée avec l'entreprise avant le commencement du chantier.

4.5. Pose des piquets

L'intervalle entre les piquets sera de 4 mètres avec 2 jambes de force de renfort tous les 50 mètres (au raccord des rouleaux) et aux angles.

Ces piquets sont installés dans le prolongement de la clôture.

Les piquets sont placés verticalement et en alignement.

Ils sont enfoncés de 50cm.

Des piquets de 3 mètres seront nécessairement posés à chaque changement d'horizons et de chaque côté des portes.

Les travaux ne pourront être réceptionnés que si les pieux et piquets ne peuvent être extraits, ou penchés, à la main. Les jambes de force devront être correctement fixées ou arrimées aux poteaux supports.

4.6. Pose du grillage

Le grillage sera :

1. À replier vers l'extérieur et à maintenir au sol, en fonction de la spécification indiquée dans le bon de commande. Il sera rabattu sur le sol vers l'extérieur, **sur 50 cm**. La surface du sol concernée par le repli aura préalablement été débarrassée des rémanents ou autres obstacles déplaçables. En cas de terrain accidenté ou de présence de souches sur le linéaire, il conviendra de faire épouser parfaitement la forme du terrain au repli du grillage et de le fixer aussi régulièrement que nécessaire, à l'aide d'agrafes en U ou de crampillons sur des piquets intermédiaires (piquets de 50cm à 80cm seront enfoncés sur 30cm) ou de crampillons sur les souches. Le grillage devra être parfaitement plaqué à la surface du sol et des souches ou aspérités, de façon à ce que la clôture soit parfaitement hermétique au passage des animaux (y compris petit gibier).
2. Dans les secteurs où la pression du sanglier est très importante, le bas volet de 50 cm sera enterré.

Le grillage sera fixé sur les poteaux par les crampons ou crampillons en 9 points de fixation régulièrement espacés sur toute la hauteur du poteau.

En présence de fossés, ruisseaux, ou déclivités naturelles situées sous la clôture, ces passages seront fermés avec des pièces de grillage découpées sur mesure et renforcées à l'aide de piquets ou d'agrafes en U.

Deux tailles de grillage seront mises à disposition pour la mise en place :

4.6.1. Grillage médium :

Grillage médium à mailles progressives soudées, en acier galvanisé

- Dimension des mailles : largeur 150 mm, hauteur progressive : plus petite sur la 1/2 ou le 1/3 inférieur avec un écartement des fils horizontaux de 7 à 8 cm en partie basse hors sol et un écartement maximum en partie haute de 25 cm.
- Traitement du grillage : à minima galvanisation riche de classe A selon la norme EN 10244-2 (protection minium : 240 g de zinc/m²)
- Ø (en référence à la norme EN 10218-2) :
 - Ø fil vertical/horizontal : 1,9 mm ; résistance à la traction de 680 à 880 N/mm² pour les fils horizontaux (peuvent être ondulés (1 à 2 crantages/ maille))
 - Ø fil de lisière/rive : 2,2 mm ;

Ce grillage est demandé en deux hauteurs : 200 cm et 250 cm avec un conditionnement par rouleau de grillage de 50m.

4.6.2. Grillage lourd :

Grillage à mailles progressives soudées, en acier galvanisé

- Dimension des mailles : largeur 150 mm, hauteur progressive : plus petite sur la 1/2 ou le 1/3 inférieur avec un écartement des fils horizontaux de 7 à 8 cm en partie basse hors sol et un écartement maximum en partie haute de 25 cm.
- Traitement du grillage : à minima galvanisation riche de classe A selon la norme EN 10244-2 (protection minium : 240 g de zinc/m²)
- Ø (en référence à la norme EN 10218-2) :
 - Ø fil vertical/horizontal : 3 mm ; résistance à la traction de 680 à 880 N/mm² pour les fils horizontaux (peuvent être ondulés (1 à 2 crantages/ maille))
 - Ø fil de lisière/rive : 3,4 mm ;

Ce grillage est demandé en deux hauteurs : 200 cm et 250 cm avec un conditionnement par rouleau de grillage de 50m.

4.7. Pose de la porte

1 à 2 portes pour l'accès des engins par enclos sont à installer selon le plan qui sera fourni (ou précision sur bon de commande).

L'emplacement de la porte sera confirmé par le responsable ONF du chantier.

La mise en place devra se faire immédiatement après la pose du grillage, de manière à limiter les intrusions possibles de gibier dans la zone clôturée.

La mise en place des portes est incluse dans la prestation.

Caractéristiques d'une porte :

- Largeur de la porte : 4 m
- Implantée entre 2 poteaux : dispositif de rabat avec recouvrement à compléter systématiquement par un piquet fixé horizontalement dans le bas pour assurer le maintien au sol.

4.8. Petit matériel nécessaire à la mise en place

Tout le petit matériel nécessaire à la mise en place (Crampons ou crampillons, Agrafes (ou fers) en U pour maintien au sol...) est compris dans la prestation de mise en place.

4.8.1. Crampons ou crampillons et petites fournitures

Des crampillons galvanisés de type 35 x 3.5 (longueur 35 mm, diamètre 3,5 mm) ou 40 x 4.0 seront utilisés pour fixer le grillage sur les piquets en bois. Chaque contact du fil sur le piquet en bois sera cramponné. Les crampillons et autres suggestions sont à la charge de l'entreprise.

Concernant les autres petites fournitures nécessaires au chantier, les caractéristiques suivantes sont demandées :

- attaches rapides pour raccord sur fil ou grillage : diamètre 2,5 mm ;
- tendeurs : galva n°3 ;

4.8.2. Agrafes (ou fers) de fixation au sol

En cas de pose avec repli du grillage au sol vers l'extérieur et de terrain accidenté, le rabat du grillage sera maintenu au sol par des agrafes, ou fers, métalliques en forme de « U ».

Les agrafes seront au minimum de diamètre 10 mm et de longueur 30 cm et éventuellement équipées de dispositifs anti-retraits.

5 LIEUX DE LIVRAISON ET PRINCIPE DE COMMANDE

5.1. Principe de commande des lots

Concernant la mise en place, les propositions de commande seront accompagnées d'un plan de localisation de la parcelle à travailler dans le massif forestier, précisant l'itinéraire d'accès au chantier, ainsi que d'un plan du chantier détaillant notamment l'emplacement de la (ou les) porte(s) d'engrillagement.

Le présent marché prévoit un système de suppléments de prix permettant de tenir compte des contraintes rencontrées sur les chantiers : les bons de commandes mentionneront les conditions du chantier et l'application des éventuels suppléments.

Il est recommandé aux titulaires d'aller visiter les chantiers avant acceptation de la proposition de commande de manière à prendre connaissance des conditions des chantiers. Une fois la commande acceptée il n'y aura pas de modification du prix global (prix unitaire de base et éventuels suppléments pour prise en compte de conditions particulières).

5.2. Délai de réalisation des travaux

Les bons de commande préciseront la période de réalisation des travaux, avec une date de démarrage et une date de fin de réalisation. Le délai de réalisation ne pourra pas être de moins de 1 mois à compter de la date d'émission du bon de commande.

5.3. Lieux de livraisons et contacts :

L'ensemble des lieux de livraison n'est pas connu de façon définitive au moment de la signature de ce marché.

Les lieux de livraison seront indiqués sur les bons de commande.

L'ONF s'engage à faciliter les conditions de livraison en privilégiant les sites de livraison aisément accessibles à un semi-remorque. Dans les cas où le lieu de livraison n'aura pas d'adresse postale (en restant toutefois accessible à une semi-remorque), un point de rendez-vous (éventuellement avec coordonnées GPS) sera préalablement convenu entre l'ONF et le transporteur.

Les livraisons devront avoir lieu du lundi au vendredi inclus, sauf jour férié, entre 8h00 et 16h00, afin de permettre la présence systématique, sauf empêchement d'urgence indépendant de sa volonté, du réceptionnaire ONF. Les livraisons envisagées à des heures différentes devront impérativement avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'ONF.

Le titulaire prendra contact avec le réceptionnaire avant la livraison au moins à 48 heures à l'avance (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu.

Quelle que soit la taille de la livraison toute formule qui permet d'affiner l'horaire de livraison (coordonnées tél. du transporteur par exemple) doit être fournie pour éviter les attentes improductives.

Lorsque l'option de déchargement prévue au bordereau des prix unitaires est indiquée sur le bon de commande, **les manutentions nécessaires au déchargement des produits seront à la charge du fournisseur, qui prendra toute disposition pour le bon déroulement de l'opération.**

Si le transporteur n'est pas apte à effectuer seul cette opération, la livraison sera refusée, **sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à l'ONF.**

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer auprès des responsables ONF que les moyens qu'il va mettre en œuvre seront compatibles avec les lieux de livraison, notamment en ce qui concerne le moyen de transport utilisé, par rapport à l'accès au site ONF (parfois via route empierrée) et au matériel destiné au déchargement.

Toute livraison effectuée dans un lieu différent de celui indiqué sur le bon de commande sera considérée comme non réceptionnée.

Pour que la livraison soit acceptée les colis (ou palettes) devront être déposés en présence d'un agent de l'ONF. Le non-respect de cette clause dégage l'ONF de toute responsabilité concernant la marchandise.

6 CONTROLE DES PRESTATIONS

Le suivi du chantier impliquera, a minima, les points d'arrêt suivants :

- A. Mise en place des piquets ;
- B. Installation et tension du grillage ;
- C. Installation de la ou des portes.
- D. Enterrement ou de fixation de rabat

Le titulaire du lot avertira le représentant ONF chargé du suivi des travaux au plus tard la veille de ces points d'arrêt envisagés, de manière à ce qu'il puisse se rendre disponible pour procéder au contrôle et vérifier si la prestation est conforme aux prescriptions du présent CCATP, ou aux précisions stipulées dans le bon de commande du chantier.

En cas de non-conformité, le travail sera repris et fera l'objet d'un nouveau contrôle par point d'arrêt, avec les mêmes conditions de prise de rendez-vous préalable.

A la réception du chantier, une attention particulière sera portée à **l'imperméabilité de l'ensemble des dispositifs au passage des animaux.**

Ainsi, tout espace entre le grillage et le sol, ou entre la porte et ses supports ou le sol, sera à rectifier par l'entreprise avant réception définitive (ajout de grillage, renfort, etc.).

7 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

7.1. Accord-cadre

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- le présent cahier des clauses administratives techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022 ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

A noter, les clauses générales d'achat des prestations de services forestiers en forêt domaniale et le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers, étant réputés connus par les opérateurs économiques et non matériellement joints au dossier de consultation, sont disponibles sur le site internet <https://www.onf.fr/onf/recherche/+2f::ventes-de-bois-et-achat-de-services-dexploitation-forestiere-ce-que-dit-la-loi.html>

7.2. Marché subséquent

- Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre,
- Le bordereau de prix unitaires joint aux marchés subséquents,

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

8 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Dispositions générales

Le présent accord-cadre prévoit deux types de commande : d'une part, par émission de bons de commande selon les dispositions prévues aux articles 3.4 et 8.2 ci-après, d'autre part, par remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre selon les dispositions définies des articles 3.3.1 et 3.3.2 et 8.3 ci-après.

8.2. Exécution par émission de bons de commande

8.2.1 Passation des commandes

Les commandes de prestations d'exploitation forestière sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations de services sylvicoles en forêt publique.

Pour proposer une commande, la personne en charge de l'exécution du présent marché ou son représentant contacte le titulaire par téléphone pour connaître sa disponibilité. Le résultat de l'échange est ensuite tracé par un courriel de confirmation.

Les propositions de commande, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les propositions de commande émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

8.2.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

8.2.3 Suspension d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2.2 des CGA.

8.2.4 Résiliation d'un bon de commande

Les modalités de résiliation d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

8.3. Exécution par remise en concurrence des titulaires

8.3.1. Dispositions générales relatives aux marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est mise en œuvre dans les cas visés aux articles 3.3.1 et 3.3.2 ci-dessus.

8.3.2. Termes non couverts par l'accord-cadre

Le seul élément de l'accord-cadre pouvant être précisé par les marchés subséquents est le prix des prestations

8.3.3. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront être à bons de commande.

8.3.4. Durée - délais d'exécution des marchés subséquents

a) Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

b) Délai d'exécution des marchés subséquents

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre subséquent court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

Les modalités de computation des divers délais mentionnés à l'accord-cadre et aux marchés subséquents sont précisées à l'article 8.2.1 du présent CCATP.

c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

8.3.5. Modalités de conclusion des marchés subséquents

a) Engagement de la consultation

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre *via* la plateforme de dématérialisation PLACE.

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses dans le présent accord-cadre et celles particulières à chaque marché subséquent, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

Cet envoi se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

b) Critères d'attribution des marchés subséquents

Le critère d'attribution des marchés subséquents est le prix. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

c) Formalisme et attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire, notifiés par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

8.3.6. Modifications des marchés subséquents

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

8.4. Sollicitation exceptionnelle

Dans l'hypothèse où le(s) titulaire(s) d'un lot du marché n'est (ne sont) pas disponible(s) et en mesure de satisfaire une commande de l'ONF, ou en cas de besoin ponctuel de renfort, le titulaire peut se voir confier des chantiers dans un autre périmètre géographique que celui du lot qui lui est attribué, sans toutefois excéder celui de la direction territoriale Grand-Est.

Le titulaire reste libre d'accepter ou de refuser cette commande. S'il y a un impact sur le prix, celui-ci sera fixé par marché subséquent.

8.5. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

8.6. Evaluation des chantiers

Après chaque chantier, l'ONF évaluera la prestation du titulaire selon les quatre critères suivants :

- Conformité au cahier des charges
- Respect délai exécution
- Respect prescriptions fixées par CNPEF ou CNPTSF
- Respect réglementation fiscale et sociale

L'évaluation faite sera communiquée au titulaire.

9 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

9.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

9.2. Forme et contenu des prix

9.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre, ou le cas échéant dans le marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées les prix unitaires indiqués à l'accord-cadre ou le cas échéant au marché subséquent.

9.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

9.3. Variation dans les prix

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 2-2 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêts domaniales.

9.4. Modalités essentielles de paiement

9.4.1. Avance

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière.

9.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

9.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : 2025-8655-033;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;

- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

9.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 66204311603798
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

9.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

9.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

9.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

10 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

10.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

10.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

11 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

12 ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

13 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

13.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

13.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

13.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

13.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr